

# L'ÉCOLE À BOUT DE SOUFFLE FACE À LA PANDÉMIE

- Le nombre de contaminations s'envole parmi les élèves et les personnels
- Les établissements sont confrontés au non-remplacement des enseignants malades
- Les syndicats réclament d'urgence un plan de vaccination

PAGE 6



Tests salivaires dans une école primaire à Nice, le 8 mars.

ÉRIC GAILLARD/REUTERS





## PLANÈTE

## COVID-19

## A l'école, les inquiétudes d'enseignants épuisés

Alors que le nombre de contaminations s'envole dans les établissements, les personnels réclament la vaccination

Jusqu'à quand le gouvernement pourra-t-il tenir sa ligne, consistant à garder coûte que coûte les écoles ouvertes dans les départements les plus touchés? Le nombre de contaminations explose parmi les enfants: ils étaient 15 484 contaminés le 19 mars, contre 9 221 la semaine précédente, une augmentation en partie imputable à la multiplication des tests salivaires, qui atteignait 250 000 tests réalisés vendredi soir. Les cas de Covid-19 progressent également parmi les personnels, où l'on recense 1 809 cas au 19 mars, contre 1 106 il y a dix jours. Le ministre de l'éducation l'assure pourtant, le taux de contamination dans les écoles ne dépasse pas les 0,5 %.

Dimanche, sur LCI, Jean-Michel Blanquer a tenu fermement sa doctrine, assurant que la France évitait la « catastrophe éducative mondiale » que représente la fermeture des classes. Interrogé sur les risques pour les parents d'élèves d'être contaminés par leurs enfants, le ministre de l'éducation a donné l'impression de minimiser, arguant que c'était « peu de chose » par rapport au risque de décrochage scolaire lié à un éventuel reconfinement scolaire.

Le nombre de cas, rapporté au nombre d'élèves – 12,4 millions au total – et au nombre de professeurs – 1,1 million –, est encore relativement faible. Mais, sur le terrain, les écoles touchées par le Covid-19 ont du mal à faire face aux absences d'enseignants. Une professeure de CM2 dans une école REP+ (réseau d'éducation priori-

taire renforcé) de Lyon, qui a souhaité garder l'anonymat, n'en revient toujours pas: « Pendant mon arrêt maladie, c'est une collègue de CE1 dédoublé qui me remplace », assure-t-elle.

Le 15 mars, les écoles prioritaires du département du Rhône ont eu la surprise de recevoir une nouvelle consigne: « Les écoles REP et REP+ ne sont plus prioritaires pour le remplacement », écrivait la direction d'académie aux inspecteurs dans un courriel dont le contenu a été transféré aux enseignants, et je vous demande d'utiliser les moyens du dédoublement pour remplacer les enseignants absents de vos écoles. » « Mes collègues sont obligés de regrouper les CP et CE1 à 12, alors que c'est le fer de lance de la politique de Jean-Michel Blanquer! », s'insurge l'enseignante.

Si le rectorat de Lyon assume d'avoir proposé le regroupement des classes, qui passent alors de 12 à 24 élèves, « temporairement et en dernier recours », le ministère de l'éducation nationale précise qu'il s'agit d'une solution locale et « qu'il n'existe pas de consigne nationale sur les remplacements dans les écoles de REP et REP+ ». Jean-Michel Blanquer a indiqué, vendredi 19 mars, sur RMC, que cette situation ne s'était pas présentée ailleurs que dans le Rhône.

## « Problème chronique »

D'autres enseignants craignent pourtant de devoir s'y résoudre. Dans le Nord, les écoles sont confrontées à un « problème chronique de remplacement, aggravé par

le Covid », selon Alain Talleu, le co-secrétaire départemental du SNUipp-FSU. Ils prennent tout ce qui leur tombe sous la main, y compris les enseignants spécialisés et les directeurs d'école, qui doivent renoncer à leurs décharges ».

Pour faire face aux « absents du Covid » – enseignants malades, vulnérables ou cas contacts –, le ministère avait autorisé, fin novembre, de recruter jusqu'à 6 000 enseignants du premier degré et 8 000 assistants d'éducation (AED)

dans le second degré. Ces contrats courts ont été reconduits jusqu'en juin. « Quelques mois plus tard, on se rend compte que les moyens ouverts n'ont pas été consommés, puisqu'on a recruté 2 220 enseignants contractuels dans le premier degré, et 2 700 AED, rapporte-t-on rue de Grenelle. Ce qui prouve que les difficultés de remplacement sont localisées, temporaires, et liées à l'intensité de la circulation du virus dans certains territoires. »

Dans certaines zones en tension, la situation, même « temporaire », met le système à rude épreuve. Dans le Val-de-Marne, un enseignant remplaçant qui préfère ne pas donner son nom dit avoir pris en charge pendant deux jours les 22 élèves « restants » d'une école maternelle de Vitry dont tous les enseignants étaient malades.

Le 19 mars, les responsables du SE-UNSA de l'académie de Créteil dénonçaient cette situation dans une lettre ou verte au ministre Blanquer. « Sans décision réfléchie, le nombre d'enseignants malades du Covid, en éviction car cas contacts contaminés à l'école, ou en ar-





*rêt pour épuisement professionnel, ne va cesser de croître dans les prochains jours», alertait le syndicat.*

#### « Aucune info »

Confrontées au manque de remplaçants et à la possibilité de la circulation du virus parmi les élèves, les écoles encouragent le plus souvent les parents à garder leurs enfants chez eux. Mais les familles ne sont pas toujours en mesure d'improviser, comme à Paris, où une école élémentaire du 13<sup>e</sup> arrondissement n'accueille plus aucun enfant depuis lundi matin. Les familles l'ont appris dimanche soir. « On n'a eu aucune info, mais il faut dire que l'école elle-même semble

*avoir du mal à obtenir des directives de l'ARS [agence régionale de santé] et du rectorat », note une mère d'élève, anesthésiste-réanimatrice de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, qui regrette le dispositif du premier confinement : « Il n'y a plus d'accueil possible pour les enfants de soignants, et je ne me vois pas rater une journée de boulot en ce moment. »*

Pour les syndicats enseignants, les problèmes de remplacement révèlent un système scolaire à bout de souffle face à la situation sanitaire dégradée dans certains territoires. « Il y a de plus en plus d'endroits où il devient difficile de faire tourner les établissements, parce que tous les enseignants sont malades ou cas contacts au même moment, alerte Catherine Nave-Bekhti, du SGEN-CFDT. On ne pourra pas continuer sans garantir de protection supplémentaire aux enseignants. »

Ces difficultés s'ajoutent à l'absence de mesures supplémentaires pour les écoles et les collèges malgré l'annonce, le 18 mars, de la mise en place de règles renforcées dans 16 départements. « Tout cela ravive les inquiétudes et réactive les débats sur la priorité vaccinale », assure Catherine Nave-Bekhti. A ce stade, les enseignants ne sont pas prioritaires sauf s'ils répondent aux critères

d'âge et de comorbidités en vigueur pour la population générale.

Un communiqué intersyndical, en cours de rédaction, devrait réclamer « de nouveau » la mise en place d'un plan de vaccination pour les enseignants « et tous les personnels en contact avec les enfants », précise Jean-Rémi Girard, du Snalc. « Si l'on veut maintenir les écoles ouvertes par tous les moyens, il nous semble que la vaccination est une solution », ajoute le syndicaliste. ■

VIOLAINE MORIN

**SUR LE TERRAIN,  
LES ÉCOLES TOUCHÉES  
PAR LE COVID-19 ONT  
DU MAL À FAIRE FACE AUX  
ABSENCES D'ENSEIGNANTS  
« TOUT CELA RAVIVE  
LES INQUIÉTUDES  
ET RÉACTIVE LES DÉBATS  
SUR LA PRIORITÉ  
VACCINALE »**

CATHERINE NAVE-BEKHTI  
SGEN-CFDT





**Le ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, dans une école de La Ferté-Milon (Aisne), le 22 mars. FRANÇOIS LO PRESTI/AFP**

